



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**30-03-2016**

## *La répression en Corée du Sud*

**D**ans la nuit du 2 au 3 mars 2016, le Parlement sud-coréen a adopté une nouvelle loi antiterroriste avec les seules voix des députés de la majorité, la séance ayant été boycottée par l'opposition.

Sous couvert de lutte contre le terrorisme c'est bien un nouvel instrument de répression de toutes les oppositions politiques et syndicales qui a été mis entre les mains des autorités sud-coréennes.

La nouvelle législation donne des pouvoirs exorbitants de surveillance et de contrôle à l'Agence nationale de renseignement (NIS), bras armé de toutes les atteintes aux libertés publiques en Corée du Sud. L'ingérence éhontée du NIS dans l'élection présidentielle de 2012, en faveur de la Présidente proclamée élue Mme Park Geun-hye, a conduit à la condamnation de son directeur. C'est encore le NIS qui a fomenté le procès truqué ayant conduit à l'interdiction du Parti progressiste unifié (PPU) et à son expulsion du Parlement – une première en Corée du Sud depuis la période de la dictature.

Intimidations de la presse, restrictions à la liberté de manifestation, censure d'Internet, arrestations arbitraires –

dont celle du militant historique des droits de l'homme Park Rae-gun, coupable d'avoir défendu les familles des victimes du naufrage du ferry « Sewol », dont la gestion a révélé l'incurie gouvernementale : les signes de la dérive autoritaire à l'œuvre à Séoul se multiplient, dans l'indifférence des capitales occidentales soucieuses de développer les échanges économiques et commerciaux avec la Corée du Sud. Mme Park Geun-hye, fille du dictateur Park Chung-hee ayant tué des milliers d'opposants, a été reçue en grande pompe à l'Élysée par le Président François Hollande.

Le tournant sécuritaire se double d'une régression sans précédent des droits des travailleurs et d'une multiplication des arrestations d'opposants, dont celle du dirigeant de la centrale syndicale KCTU, dont le crime est d'avoir organisé les manifestations de masse les plus importantes qu'aient connues la Corée du Sud en un quart de siècle.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes est solidaire de la lutte des démocrates et progressistes coréens, il exige la libération immédiate des prisonniers politiques et condamne la complicité du gouvernement français.